



VIH/SIDA

Ressources et Financement

Guide d'ICEM



VIH/SIDA – Ressources et Financement

Table des matières

	Page
A. Introduction	3
B. Vue d'ensemble	4
C. Bulletins d'informations	6
• OITSIDA – Le Programme de l'OIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail	6
• ONUSIDA– Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA	8
• Le Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme	10
• OMS – Organisation Mondiale de la Santé	12
• Banque Mondiale - Programme plurinational de lutte contre le VIH/SIDA	13
• Plan d'urgence du Président pour combattre le VIH/SIDA - PEPFAR	15
• Fondation Bill et Melinda Gates	17
• GTZ – Coopération Technique Allemande	18
D. Autres pages d'informations	19
• GBC-Coalition Mondiale des Entreprises contre le VIH/SIDA	
• Forum Economique Mondial (WEF) - Initiative Mondiale pour la santé	
• Le Pacte Mondiale	
• Global Reporting Initiative (Initiative Mondiale pour les rapports)	
• Campagne Mondiale contre le SIDA	
• Aidsplan	
• Fondation William J. Clinton	
• IAS-Association Internationale contre le SIDA	
• Alliance Internationale contre le VIH/SIDA	
• Fondation PharmAccess	
• CDC-Centre de Contrôle des Maladies	
• AED-Académie pour le Développement de l'Enseignement et SMARTwork	
• Organismes bilatéraux gouvernementaux	
Annexe	24

A. Introduction

Ce document tente de donner une vue d'ensemble des ressources et financements possibles pour des projets VIH/SIDA sur le lieu de travail¹. Le document n'est pas achevé² et la présente division entre les bulletins d'informations plus détaillés et les « autres pages d'informations » n'est pas définitive. Beaucoup d'autres organisations pourraient être ajoutées dans la dernière catégorie uniquement.

Ce document devait initialement faire partie d'outils pour un Atelier Régional d'ICEM destiné aux coordinateurs nationaux VIH/SIDA de l'Afrique sub-saharienne ; l'autre partie est un guide sur la rédaction d'un projet³. L'objectif visé par le document, c'est d'indiquer aux coordinateurs de projets et affiliés d'ICEM les possibilités de financement et autres ressources disponibles à utiliser pour mettre en œuvre la stratégie d'ICEM ou leur propre stratégie sur le VIH/SIDA. Si la sensibilisation sur l'existence de telles ressources et les mécanismes pour en bénéficier débouche sur des projets découlant d'une telle stratégie, alors l'objectif a été atteint. On s'attend aussi à ce que les remarques provenant de l'atelier permettent d'améliorer l'usage de ce guide.

Le document note que les financements sont gérés au niveau national et qu'ainsi il y a plus de décentralisation. Ceci a été développé plus loin dans la vue d'ensemble.

Les ressources financières sont importantes dans un certain cadre mais l'accès et l'usage d'autres ressources comme les documents est également important. De brefs bulletins d'informations sur les ressources ont été préparés sur la base d'informations recueillies sur les sites web des organisations. La concision va de pair avec l'uniformité et les sous-titres pour chaque organisation qu'on a traitée dans les détails :

- contact/site web
- objectifs
- priorités
- ressources
- activités
- accès
- *conclusions/action*

La recherche sur l'Internet ne peut pas donner la description réelle d'une organisation et elle ne nous permet pas non plus de choisir les meilleures options ou les plus appropriées. Ceci varie aussi en fonction des pays et des organisations qui sont actives, des projets qui sont exécutés ou des subventions qui ont été approuvées.

Dans cette étude, sont exclues les « traditionnelles » organisations syndicales de financement ; nous ne les écartons pas dans le financement des projets mais leurs procédures de demandes et les possibilités de financement sont bien connues et n'ont pas besoin d'être inscrites ici.

¹ En octobre 2005, OITSIDA a publié le document 2 de la coopération technique « Mesures contre le VIH/SIDA sur le lieu de travail – Comment accéder aux fonds au niveau national ». Ce document interne n'a pas la prétention de rivaliser avec des documents plus minutieux.

² Une omission notable : La Commission Européenne

³ La publication de l'OITSIDA est aussi accompagnée d'une note de conseils sur la rédaction de projets

B. Vue d'ensemble

Il est bon d'avoir une vue d'ensemble avant de travailler avec des organisations individuelles ; ceci se concentre sur le travail des commissions nationales SIDA et la coopération avec les employeurs.

Le principe primordial est la viabilité. Il est difficile d'imaginer la viabilité des activités VIH/SIDA dans un cadre où les revenus des syndicats sont insignifiants. Il ne faut pas non plus s'attendre à ce que les donateurs traditionnels financent indéfiniment ; il faut donc chercher de nouvelles sources de financement. Le problème est que la majorité des syndicats n'ont ni la capacité ni les outils pour ce processus. Ils manquent d'informations, et s'ils ont les informations, ils ne maîtrisent pas les techniques de rédaction des projets et autres conditions nécessaires pour que leurs demandes de fonds soient fructueuses. Ces insuffisances ne se vérifient pas seulement au niveau du processus complexe des demandes du Fonds Mondial de lutte contre le VIH/SIDA, la Tuberculose et le Paludisme mais aussi pour des projets mineurs qui requièrent de petites subventions provenant de la commission nationale SIDA ou d'autres organisations.

Commissions Nationales SIDA

Combattre le VIH/SIDA est une affaire de politique nationale. La plupart des pays ont une Commission Nationale SIDA qui coordonne les efforts de tous les partenaires sociaux. Les programmes nationaux contre le SIDA, la société civile, le secteur privé et les grands donateurs ont approuvé le principe des « Trois Uns »⁴ de l'ONUSIDA ; il est donc important que les activités des syndicats s'intègrent dans ce cadre général.

Il est également important que les syndicats soient représentés dans ces organismes.

L'exemple du Ghana: La Commission SIDA du Ghana (GAC) est un organisme multisectoriel et supra-ministériel de 48 membres créé sous la présidence du Président de la République du Ghana. Son rôle est de gérer et coordonner la lutte nationale contre l'épidémie du VIH/SIDA. Le syndicat TUC est un membre de la GAC. Depuis 2002, la GAC a mis en œuvre le Fonds Ghannéen de Lutte contre le VIH/SIDA (GARFUND) créé par le Gouvernement avec l'aide de la Banque Mondiale. Dans la seule année 2005, près de 3000 projets ont bénéficié de subventions. La GAC demande régulièrement qu'on lui propose des projets.

L'exemple de la Namibie: Il existe plusieurs possibilités de coopération avec différentes organisations comme la Coalition Namibienne des Affaires contre le SIDA (NABCOA), la Chambre des Mines, ONU Theme Group sur le VIH/SIDA et les organisations des PVVS. Pour cela, les syndicats doivent jouer un rôle plus actif pour être représentés dans ce genre d'organisations et coopérer avec elles. Un Forum sur le Partenariat a été organisé pour échanger les informations, impliquer le gouvernement dans les mesures à prendre et aplanir les difficultés avec un petit fonds de subventions ; ceci est géré par l'ONU Theme Group. Des appels pour des projets sont lancés par le petit fonds de subventions et ceux-ci sont évalués par une Commission de Révision indépendante. Sous MTP3⁵, NABCOA est l'organisme dirigeant pour le secteur privé. Le secteur privé comprend les affaires et les syndicats mais ces derniers ne sont pas représentés.

⁴ Un cadre d'action convenu sur le VIH/SIDA et qui fournit la base pour coordonner le travail de tous les partenaires. Une autorité nationale de coordination du SIDA jouant un rôle global dans plusieurs secteurs. Un système convenu de suivi et d'évaluation du SIDA au niveau national.

⁵ Troisième plan à moyen terme du plan stratégique national sur le VIH/SIDA (2004 – 2009)

Employeurs

On ne peut pas mettre en œuvre une mesure efficace contre le VIH/SIDA sans la participation des employeurs car les compagnies sont des partenaires dans la lutte contre l'épidémie. Les mesures concernant le VIH/SIDA sur le lieu de travail et les accords collectifs doivent être financées sur les ressources des compagnies pour les campagnes de sensibilisation et de prévention, le test Volontaire et le Conseil (TCV) et le traitement à base d'antirétroviraux. Les syndicats doivent convaincre les employeurs que le sens des affaires commande qu'ils investissent dans la lutte contre le VIH/SIDA. Des analyses sur les coûts et les bénéfices ont démontré que les dépenses inhérentes au VIH/SIDA (TCV et ARV inclus) réduisent les coûts par rapport aux assurances-maladies; elles augmentent la productivité et réduisent les dépenses de formation. Dans les pays où les taux de prévalence sont élevés, la survie d'une compagnie peut en dépendre.

L'ICEM a signé 12 Accords Internationaux (Global Agreements - GA) qui donnent aux affiliés qui organisent des activités dans ces compagnies, la force de les obliger à appliquer le contenu des GA. Jusqu'ici, trois GA seulement ont une clause sur le VIH/SIDA L'ICEM doit revoir les GA existants et conclure de nouveaux accords avec les principaux MNC; ils doivent tous inclure une clause sur le VIH/SIDA, de préférence qui se réfère à la Déontologie de l'OIT sur le SIDA et le monde du travail. Avec une telle clause, la compagnie reconnaît les dix principes de la Déontologie⁶. Elle met une fondation pour un dialogue social sur le VIH/SIDA et des négociations au niveau national entre les affiliés et la compagnie dans toutes ses différentes boîtes. Pour cela, on doit apprendre aux affiliés comment utiliser une telle clause pour leur propre travail sur le VIH/SIDA.

Dans les sections passées et à venir, on suppose que les syndicats font partie du secteur privé. Le secteur privé regroupe les affaires et les syndicats. Les syndicats font aussi partie de la société civile avec ses innombrables ONG (qui ne s'occupent que d'un seul problème) qui jouent un rôle important dans la lutte contre l'épidémie. On ne classe pas les syndicats dans la société civile à cause de la coopération qu'ils ont avec les employeurs sur le lieu de travail. Nous continuons à plaider pour des alliances avec les ONG et les organisations des personnes vivant avec le VIH/SIDA (PVVS) parcequ'elles peuvent nous apprendre beaucoup et nous aider. Nous devons aussi savoir que dans le contexte de la collecte de fonds les syndicats rivalisent avec les ONG.

⁶ Ces 10 principes sont : Reconnaissance du SIDA comme un problème sur le lieu de travail, non-discrimination, égalité des sexes, environnement de travail sain, dialogue social, pas de dépistage pour cause d'emploi, confidentialité, maintien de l'emploi, soin et assistance.

C. Bulletins d'informations

Programme de l'OIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail - OITSIDA

Site web et Contact

www.ilo.org ou directement www.ilo.org/aids

Genève, +41 22 7996111 (OIT)

Objectifs

Les objectifs primordiaux du Programme de l'OIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail sont :

- Sensibiliser sur l'impact socio-économique du SIDA dans le monde du travail ;
- Aider les gouvernements, les employeurs et les travailleurs à apporter leur aide aux efforts nationaux en vue de prévenir la propagation et réduire l'impact du VIH/SIDA
- Lutter contre la discrimination, la persécution et les calomnies dont sont victimes les séropositifs.

Priorités

L'OIT considère le SIDA comme un problème professionnel pas seulement parce qu'il affecte la main-d'œuvre et la productivité mais aussi parce que le milieu professionnel a un rôle vital à jouer dans le contexte d'une lutte plus grande pour limiter la propagation et les effets de l'épidémie.

L'épidémie affecte le monde du travail de plusieurs manières :

- La discrimination contre les séropositifs menace les principes et droits fondamentaux en milieu professionnel et minimise les efforts entrepris pour la prévention et les soins.
- La maladie réduit la main-d'œuvre et les salaires de beaucoup de travailleurs
- Des compétences et expérience précieuses sont perdues
- La productivité dans les entreprises et l'agriculture chute et le coût de la main-d'œuvre grimpe
- L'investissement est ébranlé et la chute des impôts sur le revenu affecte les services publics
- Le double fardeau des femmes devient plus lourd puisqu'elles doivent procurer les moyens d'existence et s'occuper des membres malades de la famille ainsi que des voisins qui sont dans le même état.

L'OIT inclut les activités liées au VIH/SIDA dans le travail de tous les ministères et bureaux opérant sur le terrain. Elle est devenue un organisme de co-parrainage de l'ONUSIDA en Octobre 2001 et a signé une lettre d'accord avec le Fonds Mondial en Avril 2003.

Ressources

Le Recueil de directives pratiques du BIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail a été adopté par son Conseil d'Administration en Juin 2001. Le Recueil est traduit dans plus de 30 langues : elle peut être utilisée pour introduire le dialogue social sur le VIH/SIDA et être une base pour les négociations ; ceci inclut une liste de contrôle pour la planification et l'exécution d'initiatives sur le lieu de travail. Pour les besoins de la formation, une publication a été confectionnée : « Mettre en pratique le Recueil du BIT sur le VIH/SIDA : un manuel d'éducation et de formation ». Il est disponible en Anglais, Français et Espagnol et sur CD-ROM. Les dix principes fondamentaux du Recueil sont publiés dans l'annexe de plusieurs rapports et dans le prospectus à deux pages « Mesure contre le VIH/SIDA en milieu professionnel : mise en pratique » - Un dépliant de huit pages intitulé « Directives pour les Organisations de Travailleurs » aide à utiliser le Recueil et le Manuel. Les affiches et outils sont des supports utiles pour les campagnes et l'éducation. D'autres directives existent pour certains secteurs, particulièrement les directives conjointes OIT/OMS sur les services de santé et le VIH/SIDA.

Les informations concernant l'impact du VIH/SIDA et les statistiques détaillées sont contenues dans la publication annuelle « VIH/SIDA et le travail : estimations internationales, impact et réaction ». « Initiative contre le VIH/SIDA sur le lieu de travail » sont de petits dépliants confectionnés pour les différentes régions géographiques. La brochure « Lieu de travail : porte pour un accès universel »

donne une vue d'ensemble du rôle de l'OIT dans la réduction de la discrimination et l'accroissement de l'accès à la prévention et au traitement du VIH/SIDA.

Le site web de l'OITSIDA a été reconçu en 2005 et ses accessoires comprennent un guide complet pour les initiatives sur le lieu de travail, la possibilité de s'inscrire pour un service e-mail sur les événements et les nouveaux supports, un service d'informations 24H/24 et les informations concernant le VIH/SIDA et le milieu professionnel dans les pays.

Activités

Le programme soutient les efforts de ses membres tripartites des manières suivantes :

- Recherche, analyse des mesures et plaidoyer pour les problèmes causés par le VIH/SIDA dans le monde du travail
- Services consultatifs pour les gouvernements, les organisations d'employeurs et de travailleurs pour l'intégration des problèmes qui se posent sur le lieu de travail dans les plans nationaux contre le SIDA, la révision des lois professionnelles pour combattre le VIH/SIDA et la mise en place de mesures et programmes sur le lieu de travail
- Réunions techniques aux niveaux international, régional et national pour sensibiliser, présenter la Déontologie et mobiliser les membres.
- Elaboration de programmes d'éducation et de formation pour aider à appliquer la Déontologie, échanger les expériences et renforcer la capacité des membres pour combattre le VIH/SIDA ;
- Confection de supports d'informations et publications d'exemples de bonne pratique, lois nationales, accords collectifs, manuels de formation...

Accès

L'OITSIDA peut aider à identifier les ressources et apporter une assistance technique à partir de son siège social à Genève ou sur le terrain.

Les Fédérations Internationales de syndicats sont des partenaires de l'OIT. Le financement pour des activités individuelles sur le VIH/SIDA particulièrement au niveau régional est possible à travers Sector (avec la coopération d'Actrav) ou à travers OITSIDA dans son programme de coopération technique.

La publication intitulée « Coopération Technique – un moyen d'appliquer le Recueil du BIT » décrit la coopération technique et les projets avec les principaux partenaires, le Ministère du Travail des Etats-Unis, SIDA de Suède et la Coopération Technique Allemande. Le site web contient un résumé des projets. Tous les bureaux de relais de l'OIT ont en leur sein des assistants techniques ou s'occupent d'aspects importants concernant le VIH/SIDA. Des points importants sont inscrits à plein temps dans 10 bureaux de relais.

“Sauver des vies, protéger les emplois” est un rapport provisoire du Programme International d'Education sur le VIH/SIDA en Milieu Professionnel, connu également sous le nom de Réactions Stratégiques des Entreprises face au VIH/SIDA (SHARE) et financé par le Ministère du Travail des Etats-Unis. Le programme est en vigueur dans 16 pays⁷.

Conclusions

Plaidez pour l'usage du Recueil du BIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail.

Utilisez les publications de l'OITSIDA et autres supports pour votre travail sur le VIH/SIDA

Contactez le personnel des bureaux de relais de l'OIT ; apprenez à connaître les points importants concernant le VIH/SIDA.

Cherchez à savoir si le programme conjoint OIT-Ministère du Travail des Etats-Unis est en vigueur dans votre pays et si les activités peuvent être subventionnées.

⁷ Ces pays sont: Barbados, Belize, Benin, Botswana, Cambodge, Ethiopie, Ghana, Guyane, Inde, Jamaïque, Lesotho, Nepal, Russie, Afrique du Sud, Swaziland et Togo. Il faut toutefois noter qu'au moment de la publication, certains pays où le programme devait éventuellement cesser procédaient à leur dernière évaluation.

ONUSIDA - Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA

Site web et Contact

www.unaids.org

Genève, +41 22 7913666

Objectifs

L'ONUSIDA a été lancé en janvier 1996 ; c'est l'avocat principal pour une initiative internationale contre l'épidémie. Il dirige, renforce et soutient une réaction plus vaste dans la prévention de la transmission du VIH, la fourniture de soins et assistance, la réduction de la vulnérabilité des individus et des communautés au VIH/SIDA et la réduction de l'impact de l'épidémie.

L'ONUSIDA met ensemble les efforts et ressources de 10 organisations des Nations Unies (co-parrains : HCR, UNICEF, WFP, PNUD, UNFPA, UNODC, OIT, UNESCO, OMS, Banque Mondiale. Il est soutenu par des contributions volontaires provenant de gouvernements, fondations, grandes sociétés, groupes privés et individus. Il est dirigé par un Bureau de Coordination de Programmes composé de représentants de 22 gouvernements, les co-parrains et cinq représentants d'ONG, en plus des associations de PVVS.

Priorités

- Diriger et plaider pour une initiative effective contre l'épidémie
- Des informations stratégiques pour canaliser les efforts consentis contre le VIH/SIDA au niveau mondial
- Contrôler le suivi et l'évaluation de l'épidémie ainsi que les réactions face au fléau
- Les réactions de la société civile et le tissage de partenariats
- Mobilisation des ressources pour soutenir une réaction efficace

Ressources

L'ONUSIDA publie une vaste gamme de documents sur le VIH/SIDA. Pour avoir les statistiques et estimations aux niveaux mondial, régional et national, le Rapport annuel sur l'Epidémie Mondiale du SIDA et les régulières Actualisations de l'Epidémie du SIDA (conjointement avec l'OMS) sont les documents de référence. A l'occasion de son 10^e anniversaire et à la veille de la Réunion de Haut Niveau de l'ONU sur le SIDA en Juin 2006, l'ONUSIDA a publié le Rapport de 2006 sur l'épidémie mondiale du SIDA. Il contient les données les plus détaillées à ce jour en se fondant sur les rapports sur l'état des projets provenant de 126 pays.

Sur le site web, on peut avoir les estimations du VIH/SIDA des pays.

Activités

Dans ses activités, l'ONUSIDA demande une participation inconditionnelle et active de la société civile, du monde des affaires et du secteur privé pour soutenir les efforts du gouvernement ; ceci inclut les organisations locales et nationales et celles des personnes vivant avec le VIH/SIDA. Les activités incluent les problèmes relatifs à la calomnie et à la discrimination.

Le principe des « Trois Uns » approuvé en Avril 2004 vise à la plus effective et efficace utilisation des ressources et assurer une action rapide et une gestion basée sur des résultats.

- **Un** cadre d'Action convenu sur le VIH/SIDA qui fournit la base pour la coordination du travail de tous les partenaires
- **Une** Autorité Nationale de Coordination du SIDA jouant un rôle global dans plusieurs secteurs
- **Un** système convenu de suivi et d'évaluation au niveau national.

ONUSIDA est modérateur pour un cyber-forum sur le principe des « Trois Uns » et l'Engagement de la Société Civile. <http://threeones.unaids.org>.

Accès

L'ONUSIDA n'est pas une organisation de financement. Elle dispose d'un vaste réseau de bureaux nationaux et régionaux. Les noms des coordinateurs nationaux de l'ONUSIDA ainsi que ceux de l'ONU Theme Group sont disponibles sur le site web.

Conclusions

Rencontrez le représentant de l'ONUSIDA de votre pays et à travers lui/elle, les membres de l'ONU Theme Group

Familiarisez-vous avec l'état de l'épidémie dans votre pays à travers les statistiques de l'ONUSIDA.

Le Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme

Site web et Contact

www.theglobalfund.org (site web en Arabe, Chinois, Anglais, Français, Russe et Espagnol)

Geneva, +41 22 7911700

(Veuillez vous référer à l'annexe pour plus d'informations détaillées)

Objectifs

L'objectif du Fonds Mondial est d'accroître sensiblement les ressources pour combattre trois des plus meurtrières maladies et d'orienter ces ressources vers les zones les plus nécessiteuses. Ce Fonds est considéré comme un partenariat entre les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les communautés affectées ; il représente une approche innovatrice du financement de la santé au niveau international.

Le Fonds Mondial opère en fonction des principes suivants :

- Opérer comme un instrument financier et non comme une entité d'exécution
- Mettre les ressources à la disposition des demandeurs et appuyer l'acquisition de ressources supplémentaires
- Fonder son travail sur des programmes qui relèvent de la propriété nationale
- Opérer de manière équilibrée par rapport aux différentes régions, maladies et initiatives.
- Rechercher une approche intégrée et équilibrée pour la prévention et le traitement.
- Evaluer les projets à travers des processus d'examen indépendants.
- Mettre en place un processus de subventions simplifié, rapide et innovateur, opérer dans la transparence et assumer ses responsabilités.

Dans un mémorandum d'accord signé en Avril 2003 avec l'OIT, on a insisté sur la nécessaire contribution des initiatives sur le lieu de travail avec la participation des organisations d'employés et d'employeurs.

Priorités

Les projets du Fonds Mondial concernent la prévention, le traitement et les soins. La liste des domaines de financement prioritaires est longue ; ceci inclut la création, le renforcement et l'accroissement des partenariats entre Gouvernement/Privé/ONG, l'élimination de la calomnie et de la discrimination dont sont victimes les personnes infectées ainsi que le renforcement des systèmes de santé. Des indications renfermant les critères spécifiques pour une série particulière de financements sont publiées sur le site web.

Ressources

Répondant à un appel (lancé par Kofi Annan le Secrétaire Général de l'ONU) pour créer un fonds mondial pour la santé, les donateurs ont promis un capital de démarrage en 2001. Le Fonds a été créé en Janvier 2002 comme une Fondation Suisse indépendante. Le total des dons au Fonds a atteint 8,5 milliards de dollars américains à la fin de 2005.

Les financements sont accordés par étapes, les dates étant fixées en fonction de la disponibilité des fonds. Un appel a été lancé en Mai 2006 pour le Sixième Round. Le site web fournit les détails sur l'état des subventions du Fonds Mondial. Près de 400 programmes de près de 5 milliards de dollars américains ont été approuvés dans 131 pays⁸. 2 milliards de dollars américains ont été déboursés à la fin 2005. La majorité des Principaux Bénéficiaires des subventions sont les ministères et autres

⁸ Le droit d'un pays à bénéficier des fonds est déterminé par son niveau de développement à partir de la classification des revenus faite par la Banque Mondiale (groupe A, les petits revenus y ont droit, groupe B, les revenus moyens y ont droit mais à certaines conditions telles que le co-financement). Les pays à revenus moyens y ont droit à cause du niveau élevé de ses maladies : le Botswana est inclus (pour les 3 maladies) et le Gabon (Paludisme).

organismes gouvernementaux. Il existe des programmes où le Principal Bénéficiaire est classé comme étant « société civile/secteur privé ». Le Rapport de 2005 indique que les organisations de la société civile exécutent mieux les projets par rapport aux organismes gouvernementaux ; 30% de leurs subventions donnent de très bons résultats et les 70% restants donnent des résultats satisfaisants. Des signes palpables prouvent que les pays peuvent accroître leur consommation de subventions en orientant leurs dépenses de santé vers les organisations religieuses, non-gouvernementales et vers le secteur privé, dans des projets de co-investissement.

Activités

Étant donné que l'objectif du Fonds Mondial est de réunir, gérer et répartir les ressources, il n'est pas directement un organisme d'exécution de programmes ; il compte sur les compétences des experts locaux. Le Fonds Mondial a un seul bureau à Genève et ne dispose pas de bureaux de relais.

Accès

Le Fonds Mondial est un organisme de financement qui confie aux organisations locales la responsabilité de concevoir et exécuter des programmes. Les projets sont soumis par les partenaires des secteurs public et privé à travers un organe national : le Mécanisme de Coordination National (CCM). Les directives pour les CCM indiquent qu'ils doivent avoir en leur sein des représentants des organismes gouvernementaux, les ONG, les institutions académiques, les organisations religieuses/ qui prônent la fidélité, le secteur privé et les personnes vivant avec les maladies⁹. Rares sont les CCM qui incluent les syndicats. Sur le site web, vous pouvez télécharger les membres des CCM au grand complet par pays.

Pour chaque subvention, le CCM désigne un ou plusieurs Principal (aux) Bénéficiaire (s). Des sous-bénéficiaires peuvent être désignés pour partager des parts de la subvention lors de l'exécution. Les agences de financement locales, habituellement les cabinets d'audit internationaux supervisent la gestion des subventions.

Le Fonds Mondial fait la promotion du partenariat entre les secteurs public et privé pour des projets de co-investissement. Le principe selon lequel le secteur privé est constitué des affaires et des syndicats, est largement accepté. L'élément important que le secteur privé a apporté au Fonds Mondial est la Coalition du Monde des Affaires contre le VIH/SIDA.

Conclusions

Voir annexe

⁹ Les directives révisées et adoptées en novembre 2004 indiquent que le CCM soit composé au minimum de 40% de tels représentants. Les syndicats ou les travailleurs ne sont pas spécifiquement mentionnés

Organisation Mondiale de la Santé-OMS

Site web et Contact

www.who.int

Genève, +41 22 7912476

Objectifs

L'OMS et son département VIH/SIDA travaillent dans le cercle des co-sponsors de l'ONUSIDA pour coordonner les efforts multisectoriels visant à réagir contre l'épidémie du VIH/SIDA. Au sein du système des Nations Unies, l'OMS est un organisme spécifique d'organisation pour le traitement du VIH/SIDA, les soins et l'assistance ainsi que pour la prévention de la transmission du VIH de la mère au fœtus.

Priorités

Les principaux rôles du Département VIH/SIDA de l'OMS sont :

- Rôles consultatif et d'assistance pour les ministères chargés de la santé
- Organiser et coordonner les efforts des partenaires pour accroître le traitement, les soins et la prévention
- Gestion stratégique des informations et compte rendu
- Soutien au niveau mondial pour des médicaments et diagnostics de haute qualité
- Recherche opérationnelle et apprentissage à travers les expériences
- Aider les pays à trouver des ressources
- Plaider pour une réaction globale face au VIH/SIDA
- Relever la capacité organisationnelle de l'OMS
- Identifier les difficultés et rechercher des solutions

Resources

L'OMS dispose d'une vaste gamme de publications, beaucoup d'entre elles concernant le domaine médical. Elle publie aussi d'utiles directives sur le test rapide du VIH, le diagnostic simple et efficace, les traitements... Des outils pour le test et le conseil, le traitement à base d'antirétroviraux sont disponibles. L'OMS a plusieurs bureaux nationaux dans lesquels travaillent des spécialistes du VIH/SIDA.

Activités

Le 1^{er} Décembre 2003, durant la Journée Mondiale du SIDA, l'OMS et l'ONUSIDA ont lancé l'Initiative « 3 sur 5 ». L'objectif visé par cette campagne était de fournir le traitement à base d'antirétroviraux (ARV) à 3 millions de personnes vivant avec le VIH/SIDA dans les pays en développement et ceux à revenus intermédiaires à la fin de l'année 2005. Bien que l'objectif visé n'ait pas été atteint¹⁰ cela constituait une étape vers le projet visant à rendre la prévention et le traitement du VIH/SIDA accessibles en 2010 à tous ceux qui en ont besoin.

Accès

Une réunion tenue en Octobre 2005 entre les Fédérations internationales de syndicats et l'OMS a relevé l'unique avantage qu'ont les syndicats de pouvoir mobiliser leurs membres dans la lutte contre le VIH/SIDA et des appels ont été lancés en direction des représentants des pays pour qu'ils aident les syndicats.

Conclusions

A partir des conclusions de cette réunion, il faut entreprendre des démarches auprès des représentants nationaux de l'OMS pour qu'ils traduisent en actes l'engagement pris d'aider les syndicats.

¹⁰ Leur nombre était de 1,3 million à la fin 2005, en hausse par rapport aux 400.000 de décembre 2003.

Banque Mondiale – Programme plurinational de lutte contre le VIH/SIDA (MAP)

Site web

www.worldbank.org/hiv_aids/

Washington DC

Objectifs

La Banque Mondiale se bat pour faire reculer la propagation de l'épidémie au niveau mondial. Elle considère le VIH/SIDA comme un problème de santé mais aussi comme une menace pour le bien-être de l'être humain, les acquis socio-économiques, la productivité, la cohésion sociale et même la sécurité nationale. Combattre le VIH/SIDA et les autres maladies contagieuses est 1 des 8 objectifs de Développement du Millénaire. La Banque est membre co-fondateur de l'ONUSIDA créée en 1996.

Priorités

La Banque Mondiale travaille avec ses partenaires pour :

- Empêcher le VIH/SIDA de s'étendre davantage au sein des couches vulnérables et de la population en général
- Promouvoir les mesures de santé nationales et les approches multi-sectorielles
- Etendre les activités relatives aux soins primaires et au traitement à ceux qui sont affectés par le VIH/SIDA et leurs familles.

Les organisations de la société civile et les communautés sont incluses de manière significative dans cet effort.

Ressources

Les engagements financiers de la Banque Mondiale sont immenses – plus d'un milliard de dollars américains de subventions, prêts et crédits pour 32 pays africains à travers le Programme Conjoint de Plusieurs Pays d'Afrique contre le SIDA ; 155 millions de dollars américains pour 7 pays des Caraïbes et un projet régional dans la zone. Des programmes semblables existent dans d'autres régions Ex : Europe de l'Est et Asie Centrale (incluant un prêt de 60 millions de dollars américains à l'Ukraine pour la lutte contre la Tuberculose et le SIDA), l'Est de l'Asie et le Pacifique, le Sud de l'Asie, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Pour les pays les plus pauvres, la Banque Mondiale, à travers sa filiale de prêts Association pour le Développement International, peut financer à 100% des subventions sans intérêt concessionnel.

La Banque Mondiale a publié plusieurs outils de travail et directives ainsi que des directives sur la préparation et l'exécution de programmes multi-sectoriels sur le VIH/SIDA¹¹.

Activités

Le Programme Mondial sur le VIH/SIDA a été créé en 2002 pour soutenir les efforts de la Banque Mondiale à combattre le VIH/SIDA d'une manière coordonnée.

En Avril 2004, La Banque a établi un partenariat avec le Fonds Mondial, l'UNICEF et la Fondation Clinton pour permettre aux pays en développement d'acheter à bas prix les médicaments de haute qualité contre le SIDA.

Pour encourager les pays à utiliser le financement de la Banque Mondiale pour le traitement, on a approuvé en Juin 2004¹² un budget de 60 millions de dollars américains pour le Projet d'Accélération du Traitement (TAP). Les subventions du TAP au Burkina Faso, au Ghana et au Mozambique constituent un test pour le partenariat secteurs public/privé et la coopération avec la société civile pour accroître le

¹¹ Transformer les Bureaucrates en Guerriers: Préparer et exécuter les programmes multi-sectoriels sur le VIH/SIDA en Afrique.

¹² Le TAP s'achève à la fin 2006 mais on compte le prolonger jusqu'en 2007 pour les fonds non dépensés.

traitement. Une subvention supplémentaire de 15 millions de dollars américains a été approuvée pour soutenir les efforts du Gouvernement malien à accélérer la prévention, le traitement et les soins.

Pour soutenir la mise en œuvre de sa stratégie pour combattre le SIDA, la Banque a mis sur pied pour l'Afrique, une Equipe de Campagne multisectorielle contre le SIDA – ACT.

L'Equipe Internationale de Suivi, d'Evaluation et de Soutien de l'ONUSIDA (GAMET) se trouve à la Banque Mondiale.

Accès

Les Conseils Nationaux SIDA (NAC) sont les organisations à travers lesquelles les fonds du programme conjoint de plusieurs pays sont acheminés. Un organe de coordination d'un tel niveau doit avoir une représentation élargie aux partenaires sociaux de tous les secteurs, y compris les personnes vivant avec le VIH/SIDA. Les gouvernements doivent accepter d'utiliser plusieurs organismes d'exécution y compris les ONG et les organisations basées des communautés. Alors que 50% des fonds du Programme Conjoint des Pays sont destinés au secteur public, les 50% restants sont réservés à la société civile. Dans ces 50%, près de 10% devraient revenir au secteur privé.

On accède au financement en soumettant un projet à travers un NAC approprié. Si un projet couvre plusieurs pays ou une région par rapport à des besoins non satisfaits dans l'accroissement des capacités, un projet peut être aussi soumis à travers l'OIT (ou une autre organisation multilatérale). Des directives sur la préparation et l'exécution des programmes, confectionnées comme un manuel générique d'opérations (GOM) sont disponibles (voir note de bas de page 11).

Le GOM consacre un chapitre à décrire l'importance des organisations de la société civile ; dans la définition de la Banque Mondiale, ce sont des acteurs hors du gouvernement et du secteur lucratif et qui regroupent les ONG, les organisations basées sur la fidélité, les associations professionnelles, les syndicats et les organisations des communautés. La Banque Mondiale voit la puissance des syndicats par rapport aux effectifs de leurs membres et ils ont normalement un personnel payé et quelque capacité de gestion financière. Selon le GOM, « Ils représentent un canal sous-utilisé et prometteur pour atteindre des milliers d'employés et leurs familles dans tous les secteurs et niveaux d'emplois. »

Informations supplémentaires

La Banque a publié avec le WEF et l'ONUSIDA « Coalition des Affaires contre le VIH/SIDA – Directives pour Bâtir des coalitions contre le VIH/SIDA dans le monde des affaires ».

Le Guide VIH/SIDA pour le Secteur Minier est un moyen pour amener les partenaires sociaux à connaître et à se conformer à la vie des communautés minières de l'Afrique australe. Ce Guide a été publié par la Société Financière Internationale du Groupe de la BM et est disponible sur www.ifc.org/ifcagainst aids.

La Banque Mondiale publie chaque semaine l'état de la situation du VIH/SIDA dans le monde entier.

Conclusions

En tant qu'élément important dans le financement du traitement, les possibilités d'accès aux ARV dans les projets pilotes doivent être vérifiées.

Les syndicats doivent contacter les NAC.

Plan d'Urgence du Président pour combattre le VIH/SIDA - PEPFAR

Site web

www.state.gov/s/gac/

Washington DC

Objectifs

- Encourager les dirigeants à être audacieux à tous les niveaux pour lutter contre le VIH/SIDA
- Appliquer les bonnes pratiques dans les programmes bilatéraux en accord avec les stratégies nationales (contre le VIH/SIDA) des gouvernements hôtes
- Encourager tous les partenaires à coordonner, adhérer aux pratiques de saine gestion et harmoniser les efforts de suivi et d'évaluation.

L'accent est mis sur une expansion rapide de la prévention mixte des programmes de traitement et de soins.

Priorités

Dans les 15 pays désignés¹³, le Plan d'Urgence servira à :

- Subventionner le traitement pour 2 millions de personnes séropositives
- Prévenir 7 millions de nouvelles infections
- Fournir les soins à 10 millions de personnes, y compris les orphelins et les enfants vulnérables

La prévention est l'élément-clé du programme avec une insistance sur l'abstinence. La prévention de la transmission du VIH de la mère au fœtus est aussi une priorité essentielle.

Les programmes sur le lieu de travail ont été identifiés comme un aspect important des partenariats public/privé. L'assistance technique concerne l'aide au monde des affaires et aux syndicats pour qu'ils étendent leurs programmes de traitement.

Ressources

Bush a fait de la lutte contre la pandémie mondiale du VIH/SIDA une priorité pour les Etats-Unis. Le Plan d'Urgence du Président pour combattre le SIDA est un engagement de 5 ans et qui coûtera 15 milliards de dollars américains.

- 9 milliards de dollars américains dans les nouvelles ressources pour 15 des pays les plus touchés
- 5 milliards de dollars américains dans les programmes bilatéraux en cours dans plus de 100 pays,
- 1 milliard de dollars américains sur 5 ans promis au Fonds Mondial.

Accès

Le Résumé de 6 pages de la Stratégie de Cinq Ans pour PEPFAR stipule que pour accorder le financement :

Le Plan d'Urgence du Président repose sur une variété de mécanismes (pour l'allocation des financements) pour être flexible au maximum et encourager les innovations tout en satisfaisant les besoins spécifiques des pays :

- Les niveaux de financement par pays seront fonction du plan stratégique quinquennal du pays et les fonds seront décaissés après approbation des plans annuels d'opération du pays par le Coordinateur Mondial chargé du SIDA.

¹³ Ce sont : Botswana, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Kenya, Mozambique, Namibie, Nigéria, Rwanda, Afrique du Sud, Tanzanie, Ouganda et Zambie en Afrique, Guyane et Haïti dans les Caraïbes et le Vietnam en Asie. Des financements supplémentaires sont fournis à près de 100 pays où les Etats-Unis ont déjà des programmes bilatéraux, régionaux ou volontaires.

- Les mécanismes de financement centralisés subventionneront les initiatives régionales utiles à plus d'un pays. Les décisions de financement seront fonction de la performance annuelle à atteindre les objectifs fixés pour la prévention, le traitement et les soins.

La mission des Etats-Unis dans un pays donné, reçoit les demandes et est chargée de la coordination. Le Groupe de Travail de PEPFAR Afrique du Sud a son propre site web : [HTTP://pretoria.usembassy.gov/wwwhaids.html](http://pretoria.usembassy.gov/wwwhaids.html). Le site donne des instructions pour les demandes de subventions ainsi qu'un document de 18 pages « Comment Concevoir et Rédiger une Demande de Subvention ».

Sur le site web de l'USAID www.usaid.gov/our_work/global_health/aids/Funding/grants.html vous trouverez des informations relatives aux petites subventions pour les projets VIH/SIDA. Il est écrit : « En plus de son programme mondial sur le VIH/SIDA, l'USAID dispose de 2 petits programmes de subventions qui fournissent des fonds aux organisations travaillant dans le domaine du VIH/SIDA. » Les deux travaillent sur la base des demandes d'inscription.

A travers l'initiative CORE (Réactions des Communautés face à l'Epidémie du VIH/SIDA), l'USAID fournit une assistance stratégique – développement organisationnel, subventions directes et autre aide – aux communautés, aux groupes basés sur la fidélité dans les apys en développement. La priorité est accordée aux groupements qui engagent leurs propres ressources et démontrent leur capacité à satisfaire les besoins en soins et assistance (spécialement pour les orphelins et enfants vulnérables) et aident à combattre les calomnies et la discrimination. Les formulaires de demandes sont disponibles sur www.coreinitiative.org/index.php.

Communauté REACH (Action Rapide et Efficace pour Combattre le VIH/SIDA) est un fonds, qui facilite la distribution des subventions aux organisations qui jouent un rôle majeur dans la lutte contre le VIH/SIDA, y compris les ONG régionales et locales, les universités et les organisations qui prônent la fidélité. Les subventions octroyées sous ce mécanisme oscillent entre 100.000 et 500.000 dollars américains avec le bénéfice de distinctions dans une période de 1 à 3 ans. La compétition pour les prix sera annoncée à intervalles périodiques. Les prix seront remis dans 3 grandes catégories : prévention et éducation de base, test et conseil volontaire et soins pour les personnes vivant avec le VIH/SIDA. Communauté REACH a son propre site web www.pactworld.org/reach.

Sous la direction du Coordinateur Mondial du SIDA, Centre pour le Contrôle des Maladies des Services de Santé et de l'Homme (Centre National pour le VIH, les MST et la prévention contre la Tuberculose) exécute un Programme Mondial sur le SIDA – GAP (Voir plus loin sous la rubrique Pages d'informations supplémentaires).

Conclusions

PEPFAR a identifié les programmes sur le lieu de travail comme étant un aspect important de la lutte contre la pandémie. Les programmes de prévention et éducation basés sur le lieu de travail figurent dans les projets subventionnés. Une assistance technique est aussi fournie aux syndicats pour soutenir et étendre les programmes de traitement..

PEPFAR croit fermement à la fidélité/chasteté et l'Abstinence s'écrit avec grand A. L'utilisation des préservatifs n'est pas conseillée. Le Futures Group à terme a exprimé son désir de travailler avec les GUFs pour faire décoller les programmes VIH/SIDA avec le financement de PEPFAR.

Des bureaux de l'USAID en dehors des pays désignés incluent aussi des programmes VIH/SIDA dans leur coopération.

Fondation Bill et Melinda Gates

Site web et Contact

www.gatesfoundation.org/GlobalHealth/

Objectifs

Le programme Mondial de Santé de la fondation se concentre sur la réduction des inégalités (au niveau mondial, du point de vue de la santé) en accélérant le développement, le déploiement et la viabilité des interventions qui sauveront des vies et réduiront le fardeau des maladies dans les pays en développement.

Priorités

La Fondation préfère des approches préventives et des efforts en commun avec les gouvernements, le secteur privé et les organisations à but non lucratif. La priorité est accordée aux projets qui apportent un soutien supplémentaire et servent de catalyseurs pour un changement rationnel et à long terme.

Les ressources du Programme Mondial de Santé servent à :

- promouvoir la recherche et le développement des technologies de la santé
- soutenir les programmes qui ont démontré leur efficacité et leur viabilité et qui ont été étendus à une grande échelle, des interventions innovatrices au niveau de la santé
- encourager l'accès des pays en développement aux technologies de santé existantes et futures
- accroître et rendre visibles les approches efficaces en matière de santé publique et renforcer le soutien pour que la santé publique soit privilégiée.

Ressources

La Fondation Gates est la plus riche organisation caritative au monde avec une dotation de 28 milliards de dollars américains.¹⁴

Accès

Il existe 2 méthodes de demandes de financement au programme Mondial de Santé :

- Répondre à la Demande pour le Projet (RFP), qui vient de la Fondation.
- Soumettre une Lettre de Renseignements (LOI)

Le formulaire de la (LOI) est disponible sur le site web. Un document narratif de 3 pages doit être joint au formulaire. Le document doit spécifier les buts et objectifs du projet, le contexte et les raisons, les plans d'exécution et d'évaluation et le budget. Les LOI doivent être rédigées en Anglais. La LOI et le document narratif sont présentés via l'Internet. La Fondation ne veut pas d'informations supplémentaires jointes par l'organisation demandeuse. Les LOI du programme Mondial de Santé sont continuellement examinées au cours de l'année. Une décision est transmise dans un délai de 6 à 8 semaines.

¹⁴ Avant que Warren Buffet n'ajoute un montant similaire qui a augmenté le total à près de 60 milliards de dollars américains.

GTZ – Coopération Technique Allemande

Site web

www.gtz.de

Eschborn, près de Frankfurt, Allemagne

Objectifs

GTZ est un organisme allemand de développement international. Au sein du Service Santé, la Section chargée des systèmes de santé et de la Promotion de la Santé, de l'Education et de la Protection Sociale, considère l'accès à la santé comme faisant partie des droits de l'homme. Cinq des huit objectifs de l'ONU pour le Millénaire, concernent la santé.

Priorités

La Section s'occupe entre autres du développement du système de santé et d'une saine réforme de la santé sociale, l'équité sociale et l'orientation des services de santé vers les milieux pauvres, gestion et promotion des ressources humaines et réduction des maladies infectieuses, particulièrement le VIH/SIDA, la Tuberculose et le Paludisme.

Ressources

88% du total des fonds du service qui équivalent à peu près à 550 millions d'Euros proviennent du Ministère Fédéral de la Coopération Economique. GTZ opère dans 131 pays.

Activités et Accès

GTZ a un membre de son personnel détaché à l'OITSIDA (Dr Sabine Beckmann). Ils organisent plusieurs programmes sur l'Exécution des Mesures sur le VIH/SIDA en milieu de travail et fournissent une assistance technique.

L'Initiative BACKUP (Tisser des Alliances – Donner la Connaissance – Informer les Partenaires) fournit un soutien orienté vers les besoins pour permettre aux financements internationaux de travailler dans le sens de la lutte contre le VIH/SIDA, la Tuberculose et le Paludisme. Elle vise à contribuer à une meilleure coordination, l'accès et l'exécution de projets financés par un mécanisme de financement international tel que le Fonds Mondial et le Programme Multilatéral de la Banque Mondiale (Programme SIDA entre plusieurs pays). A peu près 40 pays profitent de l'Initiative BACKUP.

Au sein de GTZ le projet régional ACCA (Contrôle du SIDA dans les Compagnies d'Afrique) conseille les associations d'affaires et les compagnies sur les projets VIH/SIDA en milieu professionnel. Il faut s'inscrire pour avoir accès aux outils d'ACCA, une collecte de documents d'informations et d'outils d'exécution conçus pour des projets contre le VIH/SIDA sur le lieu de travail – www.acca-toolbox.org.

GTZ et la Coalition Mondiale des Affaires contre le SIDA (GBC) ont publié : « Faire du Co-investissement une Réalité – Stratégies et Expériences ». La publication explique comment le co-investissement peut renforcer les programmes VIH/SIDA sur le lieu de travail et les étendre à la communauté. Elle donne des exemples et leçons apprises à partir des partenariats public/privé et le co-investissement. La publication est disponible sur <http://www.ilo.org/public/english/protection/trav/aids/pub/gtzgbcinvest.pdf>.

Conclusions

*GTZ peut fournir une assistance technique appréciable
Contactez le bureau GTZ de votre pays.*

D. Pages d'informations supplémentaires

Coalition Mondiale des Entreprises contre le VIH/SIDA - GBC

www.businessfightsaids.org

Le Quartier Général est à New York avec des bureaux à Paris, Genève, Johannesburg et Beijing.

La Coalition Mondiale des Entreprises est la plus grande organisation du monde des affaires qui combat le VIH/SIDA. C'est le point central du secteur privé au GFATM. Le Président est Sir Mark Moody-Stuart, le Président d'Anglo-American; un des Vice-Présidents est le sud-africain Cyril Ramaphosa et le P.D.G. est l' Ambassadeur Richard Holbrooke.

Plus de 200 compagnies internationales mettent ensemble leur savoir-faire et leur expertise pour combattre le VIH/SIDA. Leur mission est d'exploiter au mieux la puissance du monde des affaires pour mettre fin à la pandémie du VIH/SIDA. GBC a publié plusieurs études de cas.

Forum Economique Mondial (WEF) – Initiative Mondiale pour la Santé

www.weforum.org

Genève

La mission de l'Initiative Mondiale pour la Santé est d'étendre les activités du monde des affaires dans sa lutte contre le VIH/SIDA, le Paludisme et la Tuberculose. La GHI met à la disposition du monde des affaires, des études de cas et des directives pour qu'il améliore ses efforts pour l'éducation, la prévention et le traitement.

La GHI a été lancée en 2001. Elle est basée et gérée par le WEF. La GHI n'est pas une organisation de financement ; toutes ses publications sont gratuites sur le site Internet.

Les directives sur comment bâtir des coalitions contre le VIH/SIDA ont été publiées avec des exemples de bonnes pratiques et les leçons qu'on en a tirées. Un document de 4 pages intitulé : « Travailler ensemble : Gérer le VIH et la Tuberculose sur le lieu de travail » donne un tableau utile pour de possibles initiatives concernant la sensibilisation et la prévention, le conseil et le test ainsi que les soins, l'assistance et le traitement. Les résultats de l'enquête « Le monde des affaires et le VIH/SIDA : Engagement et Action ? » démontrent que très peu de compagnies réagissent vigoureusement à la menace que constitue le VIH/SIDA pour la société et le monde des affaires. Un grand nombre d'études de cas fondées sur des compagnies et des documents à l'appui sont disponibles.

Le Pacte Mondiale

www.unglobalcompact.org

Le Pacte Mondiale réunit les compagnies et les organismes de l'ONU, les travailleurs et la société civile pour soutenir 10 principes dans les domaines des droits de l'homme, la main-d'oeuvre, l'environnement et contre la corruption.

En 2003, elle a publié un article sur le « VIH/SIDA sur le lieu de travail ». La publication de « VIH/SIDA : Une affaire de tous » donne aux compagnies des informations sur le travail de l'ONUSIDA, de l'OIT, de la Coalition Mondiale des Entreprises contre le VIH/SIDA et le Fonds Mondial. Ceci inclut des études de cas effectuées chez Daimler Chrysler en Afrique du Sud, Pechiney – Alucam et Volkswagen.

Global Reporting Initiative (Initiative Mondiale sur les Rapports – GRI)

www.globalreporting.org

La GRI est mentionnée ici parce que l'adhésion est faite sous certaines conditions qu'on peut utiliser dans les négociations avec les compagnies. La GRI a confectionné des directives applicables partout sur les rapports concernant la viabilité, pour un usage libre par les compagnies et les organisations¹⁵.

¹⁵ Le tableau de GRI sous LA8 fait une description des politiques et programmes (sur le lieu de travail et au-delà) en matière de VIH/SIDA.

Les organisations professionnelles sont parmi les partenaires sociaux. AngloGold Ashanti est la seule compagnie membre de l'Accord Mondial des compagnies d'ICEM.

Campagne Mondiale contre le SIDA

www.worldaidscampaign.org

Amsterdam

Son engagement principal est de faire du VIH/SIDA une priorité internationale. Selon ses propres termes, l'organisation est à un stade de transition puisqu'elle passe d'une organisation de sensibilisation à une organisation plus active. WAC et les Fédérations syndicales internationales ont signé un protocole d'accord.

Le Rapport de WAC intitulé « Promesses, Promesses... » révèle le fossé qui existe entre les professions de foi des gouvernements au sujet du VIH/SIDA et ce qui a été réalisé. Les plus grandes promesses ont été faites en Juin 2001 durant la session spéciale de l'Assemblée Générale de l'ONU lorsque la Déclaration d'Engagement a été solennellement adoptée par tous les Etats membres de l'ONU. Un examen des progrès réalisés depuis cette Déclaration sera fait à une session spéciale en Juin 2006 (voir le cyber – bulletin no. 5, Février 2006). Pour avoir toutes les informations sur le rapport de WAC, allez sur www.worldaidscampaign.org.

Aidspan

www.aidspan.org

New York

Aidspan est une organisation à but non lucratif qui se bat pour que le Fonds Mondial soit plus efficace et plus doté financièrement. Aidspan et le Fonds Mondial n'ont aucun lien formel et Aidspan publie un bulletin électronique L'Observateur du Fonds Mondial, www.aidspan.org/gfo qui est une source indépendante de nouvelles, d'analyses et de commentaires sur le Fonds Mondial.

La Fondation William J. Clinton

www.clintonpresidentialcenter.org

Little Rock, Arizona (Les activités concernant le VIH/SIDA se passent à Boston)

L'Initiative Clinton sur le VIH/SIDA opère dans plus de 20 pays en Afrique, en Asie et dans les Caraïbes pour soutenir les efforts des gouvernements dans la lutte contre l'épidémie du SIDA. Beaucoup de ces pays ont acheté les Antirétroviraux et les équipements de test à des prix modiques négociés par l'Initiative.

L'Initiative n'est pas une organisation de financement ; elle ne donne pas de subvention et n'apporte pas de soutien financier aux organisations et aux individus. En Octobre 2004, l'OMS a signé un accord de partenariat avec la Fondation de Clinton pour apporter une assistance technique aux programmes nationaux de soins et de traitement pour le VIH/SIDA. Un accord similaire était annoncé pour Avril 2004 entre le Fonds Mondial, la Banque Mondiale, l'UNICEF et la Fondation Clinton.

Association Internationale contre le SIDA – IAS

www.iasociety.org

Genève

L'IAS est l'association professionnelle mondiale des scientifiques, des professionnels de la santé publique et tous ceux qui sont engagés dans la prévention, le contrôle et les soins relatifs au VIH/SIDA.

Alliance Internationale contre le VIH/SIDA

www.aidsalliance.org

Le Secrétariat International est basé à Brighton.

L'Alliance Internationale contre le VIH/SIDA est la plus grande organisation de l'Union Européenne et qui a pour mission principale le combat contre le VIH/SIDA. Elle a été créée en 1993 par les gouvernements de France, de Suède, des Etats-Unis, du Royaume-Uni, l'UE et la Fondation

Rockefeller ; son travail est de mobiliser et rendre les communautés plus fortes pour réagir elles-mêmes contre le VIH/SIDA. L'Alliance est un réseau qui relie les organisations nationales et locales. Elle a des bureaux en Chine, à Madagascar, en Ukraine et en Zambie.

Dans ses 10 premières années, elle a soutenu plus de 2500 projets pour une valeur de plus de 100 millions de dollars américains. En 2004, l'Alliance a dépensé près de 35 millions de dollars américains. Parmi ses donateurs se trouvent 17 grandes compagnies et fondations, 13 gouvernements ainsi que des IGO.

L' Alliance est un centre de collaboration de l'ONUSIDA.

Fondation PharmAccess

www.pharmaccess.org

Amsterdam

PharmAccess veut lever les barrières qui entravent l'accès au traitement du SIDA. Elle a une approche pragmatique pour un usage optimal du potentiel local. Son but est de fournir une thérapie à base d'antirétroviraux de la manière la plus simple possible sans compromettre la qualité, l'efficacité, la sécurité et la tolérance. Elle soutient également les régimes d'assurance-maladie.

En Juin 2004, elle a signé un contrat avec l'Organisation des Volontaires Néerlandais pour un programme en milieu professionnel dans 16 pays africains. PharmAccess a signé des contrats avec beaucoup de compagnies pour la livraison des Antirétroviraux très actifs aux employés et leurs familles : Diaglo/Guinness au Cameroun, au Nigéria, au Ghana et en Namibie; Celtel International dans 5 pays africains; Coca Cola dans près de 50 pays en Afrique; Heineken dans 9 pays africains (22 brasseries, population à risque, plus de 60,000 personnes).

PharmAccess est aussi soutenue par Arrêter le SIDA Maintenant ! Une fondation néerlandaise – www.stopaidsnow.nl

CDC – Centre de Contrôle et de Prévention des Maladies du Département américain de la Santé et de la Gestion Humaine

www.cdc.gov/nchstp/od/gap

Sous la direction du Coordinateur américain chargé du SIDA dans le Monde, le CDC gère un Programme Mondial sur le SIDA– GAP. Le site web fournit des informations sur les programmes régionaux et nationaux. Entre autres, en Afrique du Sud GAP a installé au sein des syndicats 5 sites pour le test volontaire et le conseil à travers le programme national VIH/SIDA de SACTWU. Il a aussi fourni au Groupe de Recherche sur la Santé Professionnelle (IHRG) 90 membres de 3 grands syndicats et a conçu une méthodologie pour associer les hommes à la lutte contre le VIH/SIDA et la prévention de la violence contre les femmes dans les programmes d'éducation visant les 3 fédérations syndicales d'Afrique du Sud.

CDC a aussi un site web spécial sur les Réactions du Monde des affaires face au SIDA – les réactions des travailleurs face au SIDA. www.brta-lrta.org. Ceci inclut des Outils pour les Dirigeants des Travailleurs ; ceux-ci fournissent des informations de base sur le VIH/SIDA et un échantillon de contrat, le langage de la résolution et des mesures contre le VIH/SIDA.

AED – Académie pour de Développement Educatif et SMARTWork

www.aed.org

AED a une approche multisectorielle avec les gouvernements, les employeurs, les syndicats et les communautés. Il gère dans 25 pays des programmes pour réduire les calomnies et la discrimination et fait la promotion de la prévention à travers l'éducation en milieu professionnel.

AED a créé **SMARTWork** (Gérer Stratégiquement les Réactions face au SIDA en milieu professionnel) – www.smartwork.org, qui est financé par le Ministère du Travail des Etats-Unis et le Centre de Contrôle

et de prévention des maladies. SMARTWork considère que l'environnement de travail est le meilleur endroit pour toucher ceux qui sont affectés par le VIH/SIDA. Les initiatives sur le lieu de travail sont plus fructueuses quand la collaboration tripartite – un partenariat égalitaire du monde des affaires, des représentants des travailleurs et du gouvernement travaille ensemble pour faire face à la maladie. Pour les pays où l'organisation travaille, les ressources spécifiques au pays concerné sont disponibles sur le site web. Le site web renferme aussi des liens avec de nombreuses autres ressources internationales.

SMARTWork a publié un Guide sur le lieu de Travail pour les Directeurs (243 pages avec des annexes) qui existe aussi en Espagnol. Un modèle édité sur La Mesure Globale contre le VIH/SIDA sur le lieu de travail peut être téléchargé. Il y a aussi un guide pour l'évaluation des besoins qui est utile pour concevoir des mesures et programmes sur le lieu de travail.

Organismes bilatéraux gouvernementaux

Beaucoup de pays sont particulièrement actifs dans la lutte contre le VIH/SIDA¹⁶. Dans certains de ces pays, les fonds des organismes mentionnés ci-après sont fournis à travers la coopération des syndicats ou des organisations de solidarité (les donateurs traditionnels). Il est aussi possible de contacter directement les Ambassades de ces pays.

L'organisme Suédois pour le Développement de la Coopération Internationale (SIDA – www.sida.se) a des accords de partenariat bilatéraux avec 17 pays sub-sahariens. L'équipe régionale de VIH/SIDA est basée à Lusaka. Pour rentrer en contact avec l'équipe régionale pour des projets au niveau national, il faut contacter l'Ambassade de Suède. Les initiatives de développement de la Suède renferment très souvent des programmes utiles – Réaction Internationale face au VIH/SIDA et le Document de la Stratégie contre le VIH/SIDA.

L'Organisme Norvégien pour le Développement de la Coopération (NORAD – www.norad.no et www.norfund.no) en 2004 était actif dans 7 pays partenaires et coopérait avec 18 autres pays.

En matière de VIH/SIDA la Finlande s'est concentrée sur la dimension concernant le genre. Le Département pour le Développement de la Coopération au Ministère des Affaires Etrangères a des projets dans 11 principaux pays par rapport aux Stratégies nationales de Réduction de la Pauvreté.

L'Organisme Canadien pour le Développement International (CIDA – www.acdi-cida.gc.ca) ses programmes s'attaquent aux causes profondes de la pandémie du VIH/SIDA c'est-à-dire la pauvreté et les inégalités. Le gros de l'assistance canadienne passe par des institutions multilatérales.

L'Organisme Australien pour le Développement International (AusAID – www.ausaid.gov.au) gère le Programme financé par le Gouvernement Fédéral et tendant à réduire la pauvreté dans les pays en développement. L'Australie est le plus grand donateur bilatéral travaillant sur les programmes VIH/SIDA dans le Pacifique et l'Asie du Sud-Est.

Aide au développement du **Ministère des Affaires Etrangères du Royaume du Danemark – Organisme Danois pour le Développement de la Coopération** (www.um.dk) a été décentralisé dans les ambassades danoises établies dans les pays participant au programme. La prévention contre le VIH/SIDA, les soins et l'assistance font partie des objectifs d'ensemble du Danemark en matière de développement de la Coopération.

Le VIH/SIDA, la santé sexuelle et reproductrice et les soins de santé primaire sont les sujets prioritaires pour la **Direction Néerlandaise pour la Coopération** (www.minbuza.nl). Renforcer l'ONUSIDA au niveau national et encourager la société civile à s'impliquer davantage dans la lutte sont parmi certains

¹⁶ Ceci s'applique plus pour les pays dont les financements proviennent d'organismes subventionnés par le gouvernement tels que GTZ allemande ou le PEPFAR américain – tous les deux inclus dans les bulletins d'informations.

points du programme. Des mesures contre le VIH/SIDA en milieu professionnel ont été conçues pour les ambassades néerlandaises.

Le Département pour le Développement International du Royaume-Uni (DFID – www.dfid.gov.uk) a adopté en 2004 une nouvelle stratégie multisectorielle sur le VIH/SIDA en renforçant son soutien pour les objectifs de Développement du Millénaire et le principe des « Trois Uns ». Les bureaux de DFID installés dans les pays ont ce pouvoir de déterminer comment les fonds sont alloués.

Annexe

L'objectif de cette Annexe est d'expliquer en détail ce qu'est le Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme et ses structures principales. Bien que cette note de Conseils ait été écrite pour les projets du Round 6, elle peut être également utilisée pour les projets à inclure dans une subvention existante. C'est une procédure courante. La publication conjointe GTZ/GBC « Faire du Co-investissement une Réalité » (Voir le bulletin d'informations de GTZ) stipule que « le Fonds Mondial insiste pour dire que les opportunités pour le co-investissement ne sont pas limitées à la phase du projet mais existent à toutes les étapes du cycle de financement du Fonds Mondial ». Il donne les détails de ces étapes et les lieux d'inscription.

Le Fonds Mondial pour lutter contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme

Le Fonds Mondial pour lutter contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme a lancé son Sixième Appel, le dernier, en Mai 2006 pour les Projets. Le formulaire d'inscription et la documentation nécessaire sont disponibles dans 6 langues sur www.theglobalfund.org/en/apply/call6. Les projets doivent parvenir au Fonds Mondial le 3 Août 2006.

Tous les projets soumis à la date de clôture du 3 Août 2006 ont été examinés par le Secrétariat pour s'assurer qu'ils satisfont aux critères requis. Les projets retenus ont été transmis à la Commission Technique d'Examen (TRP) pour appréciation. La TRP a fait des recommandations au Bureau du Fonds Mondial qui a pris les décisions durant la réunion de son bureau qui s'est tenue du 1^{er} au 3 Novembre.

Comment fonctionne le Fonds Mondial ?

Le Fonds Mondial, lui-même un partenariat public/privé, est un mécanisme de financement. Depuis qu'il a été agréé en Janvier 2002 jusqu'en Mars 2006, le total des fonds versés et promis s'élevait à 8,5 milliards de dollars américains ; jusque là, près de 5 milliards de dollars américains de subventions ont été approuvés et plus de 2 milliards de dollars américains ont été versés aux principaux bénéficiaires.

Le Fonds Mondial a son siège à Genève et n'a pas de représentation dans les pays. Le processus du projet et le décaissement des subventions se font au niveau national. Le Fonds Mondial définit le cadre de sa politique et des directives sur plusieurs aspects de son fonctionnement. Il collecte de l'argent, le dépense et en apporte les preuves – le Fonds Mondial est basé sur la performance.

Tous les projets doivent passer devant les Mécanismes Nationaux de Coordination (CCM). Les CCM sont censés avoir en leur sein tous les partenaires sociaux impliqués dans la lutte contre le VIH/SIDA, y compris la société civile, le secteur privé et les organisations des personnes vivant avec le VIH/SIDA (PVVS). En réalité, le secteur public domine dans la majorité des CCM.

Comment amener les syndicats à participer ?

Le rôle du milieu professionnel dans la lutte contre le VIH/SIDA est reconnu. Aucune activité ne peut être efficacement exécutée sur le lieu de travail sans la participation des syndicats. Le rôle des syndicats nationaux et de leurs organes internationaux (les Fédérations Syndicales Mondiales) est reconnu par les organisations internationales telles que l'OIT, l'OMS et l'ONUSIDA.

Le Fonds Mondial tient à tisser des partenariats public/privé et à mettre en œuvre des projets sur le co-investissement. Sans la participation du secteur privé, l'accès pour tous au test et conseil volontaire (TCV) et au traitement à base d'antirétroviraux (ARV) n'est pas possible ou sera retardé. Le secteur privé est composé du monde des affaires et les syndicats (en tant que représentants des travailleurs). L'ICEM a travaillé avec le Fonds Mondial pour faire connaître ce principe dans les projets de co-investissement public/privé.

Les capacités de la main-d'œuvre des syndicats sont limitées. Ils doivent s'occuper des problèmes quotidiens. Les syndicats ne sont pas des ONG qui s'occupent d'un problème particulier. Ils doivent chercher des partenaires et tisser des alliances avec les compagnies et les ONG.

Rares sont les CCM qui font appel aux syndicalistes. Bien que nous souhaitons vivement la participation des syndicats dans les CCM, à court terme, il est vital pour les syndicats de travailler avec les membres des CCM qui épousent leur cause. Il est important pour les syndicats de rechercher des partenaires qui peuvent les aider en faisant de leurs idées des projets à soumettre au CCM.

L'Organisation Allemande pour la Coopération Technique (GTZ) gère l'Initiative BACKUP (Tisser des Alliances - Donner la Connaissance – Rendre compte aux partenaires) qui fournit l'assistance. GTZ est représentée dans plus de 130 pays. Beaucoup de bureaux de l'USAID ont des coordinateurs VIH/SIDA et certaines ambassades, notamment celles des pays nordiques, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et l'Union Européenne peuvent apporter leur assistance. Les Fédérations syndicales internationales et l'OMS se sont mises d'accord pour utiliser les capacités des syndicats afin d'accroître et accélérer l'accès au TCV et aux ARV. Beaucoup de bureaux de l'OIT se focalisent sur le VIH/SIDA par rapport au programme de l'OITSIDA sur le lieu de travail.

Les subventions sont allouées à un Principal Bénéficiaire dans un pays donné – dans la majorité des cas, à un ministère. Pour une exécution plus effective, les sous-bénéficiaires peuvent être désignés et c'est à ce moment que les programmes spécifiques sur le lieu de travail peuvent recevoir le financement.

Quelles sont les futures étapes ?

- Rédigez sur une page vos idées sur un programme en milieu professionnel et préparez un budget
- Cherchez à connaître les membres du CCM de votre pays pour rallier certains d'entre eux aux causes de vos syndicats pour qu'elles soient incluses dans les projets du Round 6 pour les programmes sur le lieu de travail. Les informations spécifiques sont disponibles sur www.theglobalfund.org.
- Contactez les bureaux de GTZ, USAID, OIT, ONUSIDA et OMS.
- Tissez des alliances avec les compagnies ; rappelez-leur leur responsabilité sociale.
- Coopérez avec les ONG et les organisations des PVVS.
- Consultez le site web www.aidspace.org/guides sur lequel un guide sur les demandes du Round 6 est disponible.

Comment l'ICEM peut-elle aider ?

Le Coordinateur Mondial d'ICEM a de bons rapports professionnels avec toutes les organisations mentionnées. Il peut vous aider en vous fournissant contacts et documents. Envoyez vos idées et demandes de renseignements sur hiv.aids@icem.org. L'ICEM a signé des Accords Internationaux avec une douzaine de multinationales qui doivent s'impliquer dans la lutte contre la pandémie du SIDA.

Surtout

- **Commencez aujourd'hui si vous voulez faire quelque chose**
- **Rappelez-vous que le secteur privé comprend le monde des affaires et les syndicats, comme représentants des travailleurs**
- **Rappelez-vous que vous avez des alliés qui peuvent être mobilisés et qui peuvent aider**
- **Ecrivez au Coordinateur Mondial VIH/SIDA d'ICEM sur hiv.aids@icem.org pour plus d'informations et d'aide.**

Droit d'auteur
Octobre 2006

Hans J Schwass
Coordinateur Mondial VIH/SIDA d'ICEM